



# DÉCODAGE ILLUSTRÉ DE LA RÉFORME DU CODE DU TRAVAIL

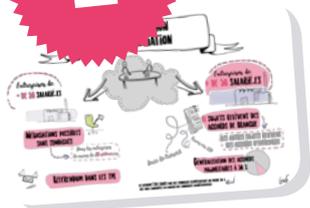
OCTOBRE 2017



POUR VOUS AIDER  
À Y VOIR PLUS CLAIR !

SYNDEX ACCOMPAGNE ET CONSEILLE LES REPRÉSENTANTS DES SALARIÉS

# 1 DÉCENTRALISATION DE LA NÉGOCIATION



# 3 MOINS DE RESSOURCES POUR LES IRP



# 2 DES LICENCIEMENTS INDIVIDUELS ET COLLECTIFS FACILITÉS



# 5 ON DOIT À L'EXPERTISE LE COFINANCEMENT DE L'EXPERTISE



# 6 L'AVIS DE SYNDEX



## QUELQUES MOTS POUR COMMENCER

*La réforme du Code du travail portée par les différentes ordonnances vise à un « renforcement du dialogue social », première brique d'une flexisécurité à la française. Force est de constater que le contenu n'est pas à la hauteur de l'objectif, ou plus exactement qu'il penche très nettement du côté de la flexibilité.*

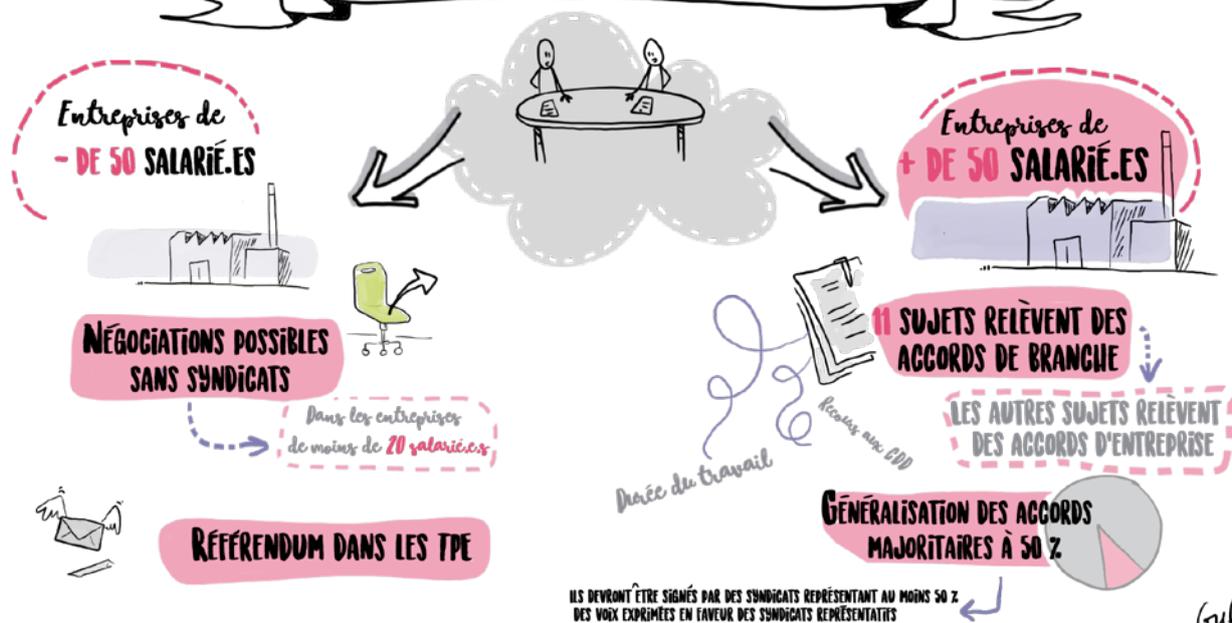
*Ainsi, au bénéfice des directions, on trouve la sécurisation des modalités de licenciement, la possibilité de ruptures conventionnelles collectives, de nouveaux critères de justification des licenciements. La place et les ressources des représentants des salariés, au contraire, ressortent amoindries, que l'on songe à l'affaiblissement des sujets touchant à la santé, aux conditions de travail des salariés, à la mise à mal des possibilités de recours à l'expertise par le cofinancement ou à la définition des minima en matière de nombre d'élus ou d'heures de délégation.*

*Il y a donc une contradiction forte entre l'ambition de développement de la négociation collective et les moyens accordés à la partie prenante salariée.*

*En tant que cabinet d'expertise auprès des IRP et OS, Syndex se mobilise pour accompagner les élus dans la compréhension des transformations du Code du travail. C'est ce que nous commençons à faire avec ce petit décodage illustré.*

# 1

## DÉCENTRALISATION DE LA NÉGOCIATION



## Concrètement, l'entreprise devient le lieu principal de la négociation

### LES MESURES

#### ► DANS LES ENTREPRISES DE PLUS DE 50 SALARIÉS

11 sujets relèvent des accords de branche, dont la durée et l'aménagement du travail, le recours aux CDD, les conditions de période d'essai...

Les autres sujets relèvent des accords d'entreprise : primes, congés maternité, etc.

Généralisation des accords majoritaires à 50 % (signés par des syndicats représentant plus de 50 % des salariés) à partir du 1<sup>er</sup> mai 2018 au lieu du 1<sup>er</sup> septembre 2019.

#### ► DANS LES ENTREPRISES DE MOINS DE 50 SALARIÉS

Négociations possibles sans syndicats dans les entreprises de moins de 20 salariés.

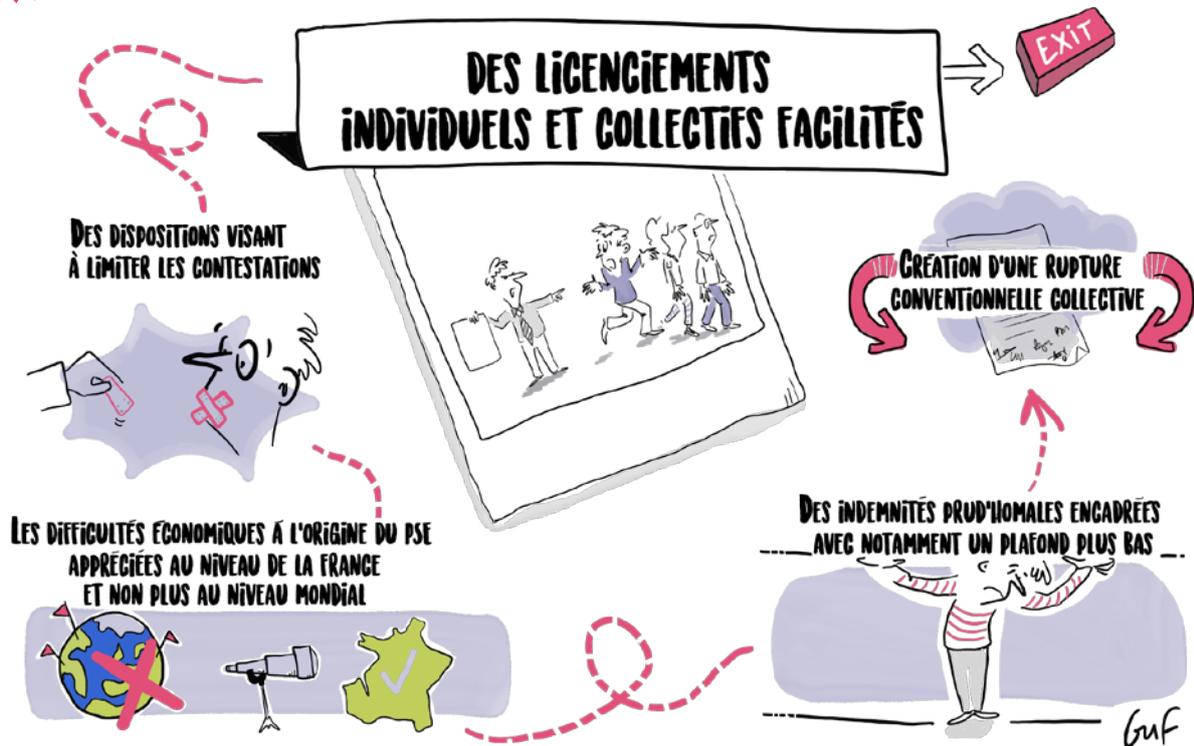
Référendum dans les TPE.



### DÉCODAGE

L'entreprise devient le principal lieu de la négociation. Les accords conclus à son niveau peuvent différer de ce que dit la loi et de ce que négocie la branche, même dans un sens moins favorable.

Les syndicats perdent le monopole de la négociation dans l'entreprise. Dans le cas des TPE, où les délégués syndicaux sont rares et où il n'y a pas toujours de délégués du personnel, la direction pourra donc négocier directement avec les salariés.



Concrètement,  
**les salariés seront moins protégés,  
 que l'entreprise aille bien ou non**

## LES MESURES

### ► RECOURS ET CONSTESTATIONS

Dispositions visant à limiter les contestations. Par exemple, l'employeur peut compléter le motif d'un licenciement après sa notification.

Indemnité prud'homale encadrée par un plancher et un plafond avec un plafond plus bas que ce à quoi pouvaient prétendre les salariés.

### ► RUPTURES CONVENTIONNELLES COLLECTIVES

La rupture conventionnelle collective ou PDV – plan de départs volontaires : les entreprises pourront par accord définir un cadre commun de départs volontaires. Offre un cadre souple aux employeurs.

### ► LICENCIEMENTS ÉCONOMIQUES

Le licenciement économique est apprécié au niveau de la France et non plus au niveau mondial.

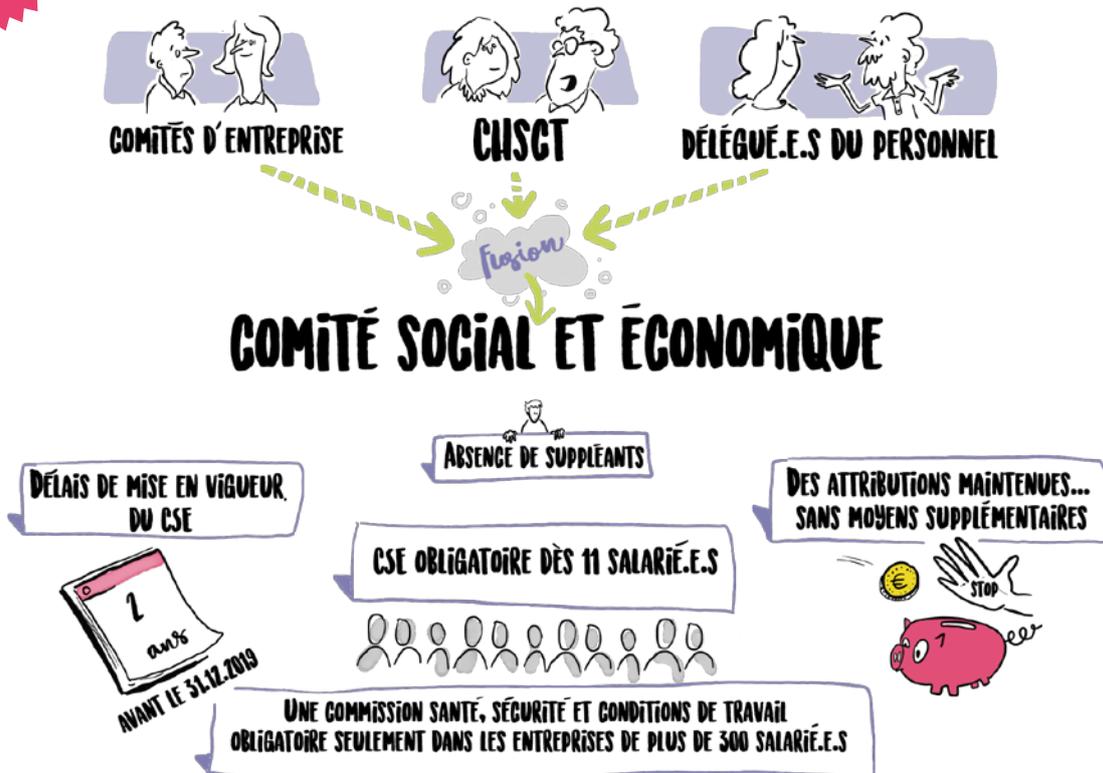


## DÉCODAGE

Pour l'entreprise, se séparer d'un ou de plusieurs salariés gagne en simplicité et ne présente plus de véritable risque financier en cas de contestation.

Avec la rupture conventionnelle collective, les entreprises obtiennent un moyen efficace de réduire leurs effectifs en s'épargnant les contraintes d'un PSE.

Pour les salariés, c'est moins de protection, moins de garanties et moins d'accompagnement.



bmf

## Concrètement, avec le CSE, les IRP couvriront tous les sujets sans ressources supplémentaires

### LES MESURES

#### ► CRÉATION DU CSE

Dans les entreprises de plus de 50 salariés, comité d'entreprise, CHSCT et délégués du personnel ne formeront plus qu'une seule instance cumulant leurs attributions. Le CSE a la personnalité morale. Il peut déclencher des actions en justice et solliciter des expertises. Par accord, il est possible d'y adjoindre le délégué syndical et de constituer un conseil d'entreprise.

Une commission HSCT santé, sécurité et conditions de travail devra être mise en place dans les entreprises de plus de 300 salariés ainsi que dans les entreprises du nucléaire ou classées Seveso.

Dans les entreprises de moins de 50 salariés, le CSE doit également être mis en place dès 11 salariés. Ses attributions sont celles du délégué du personnel.

#### ► DÉLAIS DE MISE EN OEUVRE

À l'échéance des mandats en cours et avant le 31/12/2019.



### DÉCODAGE

La fusion des instances de représentation du personnel concentre en un lieu l'ensemble des échanges entre direction et représentation des salariés.

Censée apporter de l'efficacité, cette nouvelle structure cumule les champs de compétence des trois instances, mais sans nouvelles ressources.

Dans les deux ans, l'ensemble des comités devront avoir adopté cette nouvelle configuration.

## FUSION DES INSTANCES : LES RÉUNIONS, LES DÉLÉGUÉ.E.S DU CSE, LE BUDGET



mf

## Concrètement, les moyens des CSE ne sont pas à la hauteur de leur mission

### LES MESURES

#### ▶ DÉLÉGUÉS DU CSE

Élus pour 4 ans, au maximum pour 3 mandats.  
Maintien d'un droit à la formation (à chaque renouvellement).  
Les moyens de l'instance (nombre d'élus, heures) seront fixés par décret.

#### ▶ FRÉQUENCE DES RÉUNIONS

Au moins 1 fois par mois pour les plus de 300 salariés.  
Au moins 1 fois tous les 2 mois pour les moins de 300 salariés.

#### ▶ BUDGET DE FONCTIONNEMENT

Un budget de 0,2 % de la masse salariale, porté à 0,22 % pour les entreprises de plus de 2 000 salariés.

Une redéfinition de l'assiette.

Un budget fongible avec celui des activités sociales et culturelles pour tout reliquat et sans limite.



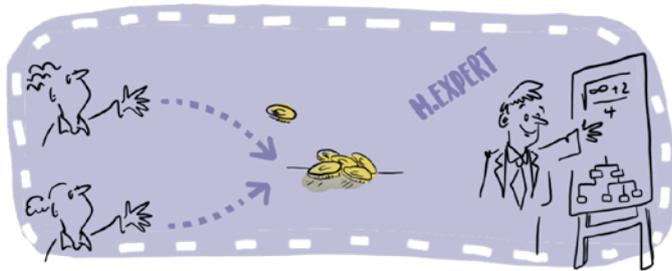
### DÉCODAGE

Les moyens alloués aux élus du CSE ne sont pas à la hauteur de leur mission.

En effet, le budget de fonctionnement est placé sous contraintes : son assiette diminue (donc son montant) et de nombreux travaux ne seront plus intégralement pris en charge par l'entreprise.

Il faudra cependant attendre les décrets fixant le nombre d'élus et des heures de délégation pour connaître l'ampleur exacte de la baisse des moyens du CSE.

## UNE RÉDUCTION DU DROIT À L'EXPERTISE



### LE COFINANCEMENT DE L'EXPERTISE

VA ENGENDRER UNE  
RUPTURE D'ÉGALITÉ ENTRE LES CSE

*les plus modestes ne pourraient pas y avoir recours...*



*guf*

Concrètement,

## le dialogue social est fragilisé par l'affaiblissement du recours à l'expertise

### LES MESURES

#### ► 4 MISSIONS FINANCÉES À 100 % PAR L'ENTREPRISE

Maintien du recours aux expertises récurrentes financées à 100 % par l'employeur : missions situation économique et financière, politique sociale, assistance dans le cadre d'un PSE et expertise « habilitée » HSCT sur le risque grave.

Les missions sur projet important HSCT, sur droit d'alerte et les missions concentration sont prises en charge à hauteur de 20 % par le budget de fonctionnement du CSE, comme la mission orientations stratégiques.

#### ► NOUVELLES PROCÉDURES

Des procédures plus complexes pour recourir à l'expertise (désignation) et des contestations plus faciles pour l'employeur dès le démarrage.

Des possibilités d'encadrer les expertises par accord, notamment leur nombre, en lien avec le calendrier social des consultations.

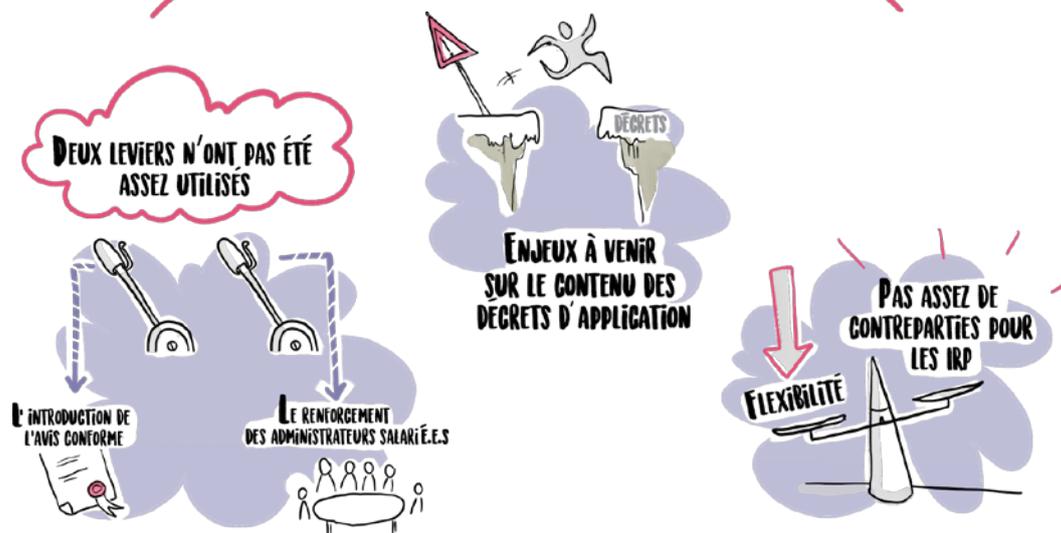


### DÉCODAGE

Dans un certain nombre de situations, le recours à l'expert nécessitera que le CSE finance une partie des travaux. Cette mesure introduit un déséquilibre entre CSE puisque leurs ressources dépendent de la taille de l'entreprise. La parité d'information sera plus difficile à obtenir et le dialogue social sera fragilisé.

Les procédures qui entourent le recours à l'expert visent également à rendre plus complexe sa désignation.

# L'AVIS DE SYNDEX



Guf

## Concrètement, plus de flexibilité dans les entreprises sans véritables contreparties pour les salariés

Plus de flexibilité dans les entreprises et des contreparties insuffisantes en termes de moyens pour les IRP et de participation des représentants des salariés aux décisions et instances de gouvernance (conseil d'administration notamment).

Deux leviers disponibles n'ont pas été suffisamment utilisés pour renforcer le poids des représentants du personnel et le dialogue social :

- renforcement des administrateurs salariés. Il y avait là des marges de progression (seuil et proportion). Le modèle allemand tant vanté prévoit par exemple 33 % d'administrateurs salariés dès 500 salariés et 50 % d'administrateurs salariés au-delà de 2 500 salariés ;
- introduction de l'avis conforme (place marginale et objet d'un accord dans le cadre de la fusion à quatre).

Un gros enjeu sur le contenu des décrets d'application qui fixeront les moyens du CSE (heures, nombres de

représentants) et les délais de consultation et d'expertise.

La loi ne prévoit pas la possibilité de conserver par accord des instances séparées. La mise en place du CSE est obligatoire : un choix radical, en contradiction avec le principe de renforcer la négociation au plus près de la réalité de l'entreprise !

**Syndex vous accompagne dès fin 2017 et décrypte ce qui va changer pour vous !**

Retrouvez nos matinées débat spéciales réforme du Code du travail sur [syndex.fr](http://syndex.fr)

**Syndex AQUITAINE**

Bordeaux  
Tél. : 05 56 89 82 59  
[contact-aqu@syndex.fr](mailto:contact-aqu@syndex.fr)

**Syndex AUVERGNE-LIMOUSIN**

Clermont-Ferrand  
Tél. : 04 73 98 53 24  
[contact-auv@syndex.fr](mailto:contact-auv@syndex.fr)

**Syndex BOURGOGNE  
FRANCHE-COMTÉ**

Besançon - Tél. : 03 81 47 71 80  
Dijon - Tél. : 03 81 47 71 80  
[contact-bfc@syndex.fr](mailto:contact-bfc@syndex.fr)

**Syndex BRETAGNE**

Rennes - Tél. : 02 99 87 16 87  
Quimper - Tél. : 02 98 53 35 93  
[contact-bzh@syndex.fr](mailto:contact-bzh@syndex.fr)

**Syndex HAUTS DE FRANCE**

Villeneuve-d'Ascq  
Tél. : 03 20 34 01 01  
[contact-hdf@syndex.fr](mailto:contact-hdf@syndex.fr)

**Syndex ILE DE FRANCE**

Paris - Tél. : 01 44 79 13 00  
[contact-idf@syndex.fr](mailto:contact-idf@syndex.fr)

**Syndex LORRAINE ALSACE**

Villers-les-Nancy  
Tél. : 03 83 44 72 61  
[contact-lor@syndex.fr](mailto:contact-lor@syndex.fr)  
Strasbourg - Tél. : 03 88 79 20 10  
[contact-als@syndex.fr](mailto:contact-als@syndex.fr)

**Syndex NORMANDIE**

Hérouville-Saint-Clair  
Tél. : 02 14 99 50 50  
[contact-normandie@syndex.fr](mailto:contact-normandie@syndex.fr)

**Syndex OCCITANIE  
MÉDITERRANÉE**

Montpellier  
Tél. : 04 67 10 49 90  
[contact-lr@syndex.fr](mailto:contact-lr@syndex.fr)

**Syndex OCCITANIE PYRÉNÉES**

Toulouse - Tél. : 05 61 12 67 20  
[contact-mp@syndex.fr](mailto:contact-mp@syndex.fr)

**Syndex PAYS DE LA LOIRE -  
POITOU-CHARENTES**

Avrillé - Tél. : 02 41 68 91 70  
Nantes - Tél. : 02 40 72 82 40  
[contact-pdl@syndex.fr](mailto:contact-pdl@syndex.fr)

**Syndex PROVENCE ALPES  
CÔTE-D'AZUR**

Aix-en-Provence  
Tél. : 04 42 93 73 53  
[contact-paca@syndex.fr](mailto:contact-paca@syndex.fr)

**Syndex RHÔNE ALPES**

Villeurbanne  
Tél. : 04 72 56 22 90  
[contact-ra@syndex.fr](mailto:contact-ra@syndex.fr)

**CHSCT**

Tél. : 01 44 79 15 20  
[contact-chsct@syndex.fr](mailto:contact-chsct@syndex.fr)

**EUROPE**

[contact-europe@syndex.fr](mailto:contact-europe@syndex.fr)

**FORMATION**

[formation@syndex.fr](mailto:formation@syndex.fr)



SOCIÉTÉ D'EXPERTISE COMPTABLE  
EXPERT AGRÉÉ CHSCT  
22, rue Pajol - 75876 Paris cedex 18  
Tél. 01 44 79 13 00 - [www.syndex.fr](http://www.syndex.fr)

INSCRITE AUX TABLEAUX DE L'ORDRE DES RÉGIONS ALSACE,  
AQUITAINE, AUVERGNE, BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ,  
BRETAGNE, LILLE NORD PAS-DE-CALAIS, LORRAINE, MARSEILLE  
PACA, MONTPELLIER, PARIS ILE-DE-FRANCE, PAYS DE LA LOIRE,  
RHÔNE-ALPES, ROUEN NORMANDIE, TOULOUSE MIDI-PYRÉNÉES.

